

À propos des élections de 2027

Il serait bien préférable pour notre pays que la question des élections présidentielles et les législatives n'accapare pas toute l'actualité pendant un an. Mais on ne choisit pas dans le monde dans lequel on vit. Donc, on ne peut pas esquiver cette question. On ne peut pas esquiver les périls qui nous menacent. On ne peut pas esquiver le fait que notre rôle est de batailler pour faire rentrer dans le débat électoral les urgences sociales, écologiques, les luttes, alors que tout est fait pour qu'elles n'y rentrent pas.

Durant notre congrès, pour construire du commun sans esquiver les aspérités du débat, partons d'une donnée de la situation sur laquelle tout le monde est d'accord :

- le RN est un danger majeur,
- le rassemblement est nécessaire.

Sur ce constat, il n'y a aucun désaccord dans le PCF. Mais il y a débat sur les conclusions que l'on doit tirer de ce constat.

Car cette réalité est souvent utilisée comme un argument de façade pour imposer une candidature pré-désignée et un programme qui ne conteste pas le capitalisme. Cette posture accroît depuis quarante ans le danger qu'elle prétend combattre.

Le RN prospère sur la colère sociale, sur les bases matérielles de la division (mise en concurrence, précarisation, licenciements, désindustrialisation, dégradation des services publics...), mais aussi sur l'absence de perspective transformatrice crédible. Bien sûr les dirigeants du RN mènent une campagne idéologique, mais cette dernière ne prendrait pas autant si ces conditions matérielles étaient autres : il ne faut donc pas esquiver ces questions en conduisant, comme le font d'autres à gauche, une lutte contre l'extrême-droite qui ne relève que de la morale. Là où nous pouvons remporter l'adhésion et renverser la tendance, c'est en convaincant sur les intérêts communs. Et en traitant aux racines du mal.

Depuis 2012, la gauche n'accède plus au second tour de l'élection présidentielle et une partie grandissante du peuple doute désormais de sa capacité à changer réellement la vie.

Le problème de la gauche, ce n'est pas seulement la division, c'est l'absence de perspective, parce que l'injonction à se mettre d'accord en préalable interdit de proposer des solutions qui s'attaquent aux vraies racines du problème.

En quoi l'effacement des idées communistes pendant près de 20 ans dans le débat public (en nous alignant tantôt derrière sur le PS, tantôt derrière LFI) a fait reculer l'extrême-droite ? Elle a plutôt alimenté sa progression en lui laissant les catégories en colère et le terrain des idées tandis que l'on se contentait de porter des positions moyennes à gauche, en ne s'attaquant que marginalement aux politiques du capital. En renonçant à traiter les causes de la crise, pour être dans le consensus avec les forces de gauche qui ne veulent pas s'attaquer au capitalisme, l'ensemble de la gauche, et le PCF avec elle, ont accru le danger qu'ils voulaient combattre.

Alors, on en vient à sauver les meubles, ce qui n'est pas rien. Contrairement à beaucoup, les communistes n'ont jamais été ambigus pour faire barrage au FN/RN. Ils n'ont jamais joué avec le feu

alors que d'autres ont joué à lui donner des tribunes pour se présenter comme le seul opposant en passe de le battre dans les sondages. Mais ce fonctionnement là d'une union minimale pour rejeter le RN sans réel projet alternatif semble être arrivée au terme de son efficacité.

Agiter les peurs comme le font beaucoup, cela ne permet pas la clairvoyance, ni la lucidité. Dans un débat politique, quand les émotions prennent le pas sur la réalité, c'est rarement en faveur du progrès et cela contribue même à la catastrophe.

Le problème de la gauche, ce n'est pas seulement la division, c'est l'absence de crédibilité transformatrice. En 1983, la rigueur n'a pas laissé un grand souvenir optimiste. 1997 non plus. Et 2012, c'est encore pire, le souvenir de Hollande est clairement et durablement celui de la trahison de classe. La crédibilité de la gauche est ainsi atteinte profondément par les décisions prises en étant au pouvoir d'État. Une partie grandissante du peuple doute désormais de notre capacité à changer la vie. Ainsi, le total des voix de gauche plafonne à 30 %. Et la logique du seul barrage à l'extrême-droite, sans idée transformatrice, risque de conduire à faire élire à nouveau un candidat de droite.

Pour gagner une présidentielle, il ne suffit pas d'arriver en tête comme dans une élection municipale. Il y a des comparaisons qui sont assénées dans les médias qui biaisent les perceptions. Dans une municipale, même si on ne fait que 40%, on peut remporter l'élection. Pour une présidentielle, il faut convaincre une majorité des électeurs, et les convaincre sur le fond, pour aller chercher les gens en colère, en quête de conquêtes, et ne pas les laisser aux autres.

On ne gagnera pas non plus sans être très clairs dans la critique des visions de la société qui opposent les travailleurs entre eux au nom d'identités essentialisées. Car le problème de la gauche, ce n'est pas seulement que les partis sont divisés. C'est que pour obtenir des parts de marché, certaines formations divisent la classe que nous devons unir, selon de supposées appartenances communautaires. Quand la gauche active ces logiciels de pensée (clivages essentialisant, moralisme, etc.) elle alimente des mécanismes de pensée qui profitent à l'extrême-droite.

On ne battra pas non plus l'extrême-droite en évitant des débats cruciaux au nom d'une unité à trouver préalablement. Sur les mesures à prendre pour la lutte contre le capital et la finance, face à la crise, sur l'énergie, sur la santé, sur la façon de vaincre les inégalités scolaires... Ces points ne font pas accord à gauche : nous ne devons pas nous satisfaire de les monter en épingle pour que chacun se démarque ; mais pour les surmonter, il faut les mettre en débat, plutôt que de les dissimuler inutilement au nom d'une unité minimale qui conduit à l'absence de réelle perspective transformatrice. Nous devons faire rentrer ces exigences et ces luttes dans les élections.

On ne battra pas durablement l'extrême-droite avec une gauche qui semble gérer le système sans le transformer, ou quand la transformation dépend principalement d'une dynamique présidentielle incarnée par un homme ou une femme sans pression populaire pour que les exigences de progrès ne soient pas dévoyées.

Ceux qui veulent travailler absolument à une candidature commune, nous font sauter toutes les étapes qui rendrait celle-ci crédible. Celle de la construction d'une perspective avec des contenus, celle de la mise en mouvement des travailleurs et des citoyens. Entrer encore une fois dans le débat par la question du casting et d'un programme soit minimal, soit qui renonce à contester les logiques d'emprise du capital, cela conduit inévitablement à la reproduction de la délégation de pouvoir et ne permet pas de mordre sur les abstentionnistes, ni sur l'électorat RN. Dans les faits on abandonne la bataille d'idée, avec une gauche qui stagne à 30 %. Cela ne peut que conduire à l'échec.

Parce que face à l'extrême droite, nous avons besoin, pas seulement d'un vote, mais d'un peuple organisé, conscient, actif, qui s'empare des questions et qui lutte.

Qui d'autre que les communistes va faire entendre cette réalité incontournable ?

C'est à cela que doit servir une candidature communiste.

Plutôt que l'effacement des idées et des perspectives transformatrices, mieux vaut mettre ces questions vives en débat, faire grandir les arguments par la mise en discussion des analyses et des propositions communistes.

La base commune proposée par le Conseil National porte l'idée d'une candidature communiste. Nous pouvons l'améliorer en précisant que cette candidature communiste contribue à construire une dynamique populaire, qui porte une perspective politique et qui fasse grandir la conscience de classe. Avec la nécessité d'appeler les travailleurs, les citoyen.es à rentrer dans le débat, à être des acteurs non le temps d'une élection mais sur la durée.

La question n'est pas simplement d'avoir un candidat communiste, la question c'est à quoi elle doit servir cette candidature. Dans la période qui vient, et non pas dans l'absolu. Avoir une candidature communiste, ce n'est pas juste avoir un candidat pour montrer qu'on existe, même si c'est important. Car dans le paysage politique actuel, si des idées ne sont pas portées par une candidature à la présidentielle, elles sont invisibles comme le passé nous l'a montré. Mais ça ne suffit pas.

Il est besoin de préparer les capacités de résistance et de transformation dont notre peuple va avoir besoin. Il faut regarder les choses en face, il va y en avoir besoin. Les élections ne suffisent pas à régler la question de la conscience de classe. Aucune présidentielle, à elle seule, ne reconstruira une conscience de classe affaiblie par des décennies de désindustrialisation, de précarisation et d'individualisation. Mais une candidature communiste peut être un point d'appui utile si elle permet précisément de rendre visibles les contradictions, de porter la parole des travailleurs, de désigner les intérêts communs qui peuvent dépasser les divisions, de nommer les responsables et de redonner confiance dans la capacité collective du monde du travail à transformer la société.

Quels que soient les scénarios de 2027, c'est cette question centrale de l'essor d'une conscience d'intérêts communs qui sera en jeu dans le scrutin, qui permettra de trouver une issue favorable.

Dans cette démarche, les communistes, en campagne et donc en lien avec les forces sociales et populaires du pays, devront garder collectivement la maîtrise des choix stratégiques tout au long de la séquence politique, en agissant, comme ils l'ont toujours fait, pour battre l'extrême-droite.

.....